



# Assemblée générale

Distr. générale  
7 juin 2000  
Français  
Original: arabe

---

## Cinquante-quatrième session

Point 136 de l'ordre du jour

### **Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre**

#### **Rapport de la Cinquième Commission**

*Rapporteur* : M. Jan Jaremczuk (Pologne)

## **I. Introduction**

1. À sa 3e séance plénière, le 17 septembre 1999, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-quatrième session la question intitulée « Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.

2. La Cinquième Commission a examiné cette question à ses 59e, 60e et 74e séances, les 8 mai et 2 juin 2000. Les déclarations et observations faites à cette occasion figurent dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/54/SR.59, 60 et 74).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 (A/54/704);

b) Rapport du Secrétaire général contenant le projet de budget de la Force pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/54/729);

c) Les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/54/841 et Add.4).

## II. Examen du projet de résolution A/C.5/54/L.62

4. À la 74e séance, le 2 juin, le représentant de la Pologne, Rapporteur de la Commission et coordonnateur des consultations officieuses sur cette question, a présenté un projet de résolution intitulé « Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre » (A/C.5/54/L.62).

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/54/L.62 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

## III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

### **Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* les rapports du Secrétaire général sur le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre<sup>1</sup> et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>,

*Rappelant* la résolution 186 (1964) du Conseil de sécurité, en date du 4 mars 1964, par laquelle le Conseil a créé la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, et les résolutions ultérieures par lesquelles il a prorogé le mandat de la Force, dont la plus récente est la résolution 1283 (1999) du 15 décembre 1999,

*Rappelant également* sa résolution 53/231 du 8 juin 1999, relative au financement de la Force,

*Réaffirmant* que les dépenses relatives à la Force qui ne sont pas couvertes par des contributions volontaires sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

*Notant avec satisfaction* que certains gouvernements ont versé des contributions volontaires pour la Force,

*Rappelant* ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Force, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

*Tenant compte* du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays éco-

<sup>1</sup> A/54/704 et A/54/729.

<sup>2</sup> A/54/841 et Add.4.

nomiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

*Ayant à l'esprit* les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

*Remerciant* tous les États Membres et tous les États dotés du statut d'observateur qui ont versé des contributions volontaires au Compte spécial créé pour financer la Force pendant la période antérieure au 16 juin 1993,

*Notant* que les contributions volontaires ont été insuffisantes pour couvrir toutes les dépenses de la Force, notamment celles engagées avant le 16 juin 1993 par les gouvernements des pays qui fournissent des contingents, et regrettant que les appels sollicitant le versement de contributions volontaires, notamment l'appel lancé par le Secrétaire général à tous les États Membres dans sa lettre du 17 mai 1994<sup>3</sup>, n'aient pas suscité une réaction adéquate,

*Consciente* qu'il est indispensable de doter la Force des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre au 30 avril 2000, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 17,7 millions de dollars des États-Unis, soit 11,2 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des sommes dues aux pays ayant fourni des contingents, qui sont pénalisés du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Force;

5. *Se déclare préoccupée* par les difficultés rencontrées par le Secrétaire général pour déployer en temps utile certaines missions de maintien de la paix créées récemment, en particulier en Afrique, et leur fournir les ressources dont elles ont besoin;

6. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix, en cours et futures, doivent être traitées de la même manière, sans discrimination, en ce qui concerne les arrangements financiers et administratifs;

7. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour pouvoir s'acquitter effectivement et avec efficacité de leur mandat;

---

<sup>3</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-neuvième session, Supplément d'avril, mai et juin 1994*, document S/1994/647.

8. *Prie* le Secrétaire général de tirer le meilleur parti possible des installations et du matériel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) afin de réduire au minimum le coût des achats à effectuer pour la Force et, à cette fin, le prie d'accélérer la mise en oeuvre du système de gestion du matériel dans toutes les missions de maintien de la paix, conformément à sa résolution 52/1 du 15 octobre 1997;

9. *Souscrit* aux conclusions et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport<sup>4</sup>, et demande au Secrétaire général de veiller à ce qu'elles soient intégralement appliquées;

10. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Force soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

11. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Force, en tenant compte de ses besoins;

12. *Décide* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, aux fins du fonctionnement de la Force pendant la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, un crédit d'un montant brut de 43 422 065 dollars (montant net : 41 404 128 dollars), comprenant un montant brut de 2 060 180 dollars (montant net : 1 743 344 dollars) à verser au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant brut de 322 085 dollars (montant net : 286 584 dollars) pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie);

13. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Force au-delà du 30 juin 2000 et compte tenu du fait que le tiers des dépenses de la Force, soit l'équivalent de 13 801 375 dollars, sera financé par des contributions volontaires du Gouvernement chypriote et par la contribution annuelle annoncée par le Gouvernement grec, d'un montant de 6,5 millions de dollars, de répartir entre les États Membres un montant brut de 23 120 690 dollars (montant net : 21 102 753 dollars) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 à recouvrer à raison d'un montant brut de 1 926 724 dollars par mois (montant net : 1 758 563 dollars), en se fondant sur la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993, 50/451 B du 23 décembre 1995 et 54/456 à 54/458 du 23 décembre 1999, et sur le barème des quotes-parts pour l'année 2000, établi par ses résolutions 52/215 A du 22 décembre 1997 et 54/237 A du 23 décembre 1999, et le barème pour l'année 2001<sup>5</sup>.

14. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États

<sup>4</sup> A/54/841/Add.4.

<sup>5</sup> Tel qu'il aura été adopté par l'Assemblée générale.

Membres en application du paragraphe 13 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Force pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, soit un montant estimatif de 2 017 937 dollars;

15. *Décide* que, dans le cas des États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre de la Force, il sera déduit des charges à répartir en application du paragraphe 13 ci-dessus de leurs parts respectives du solde inutilisé d'un montant brut de 374 000 dollars (montant net : 421 700 dollars) relatif à la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999;

16. *Décide également* que, dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la Force, leur part du solde inutilisé d'un montant brut de 374 000 dollars (montant net : 421 700 dollars) relatif à la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 sera déduite des sommes dont ils demeurent redevables;

17. *Décide en outre* de continuer de tenir à part le compte ouvert pour la Force pour la période antérieure au 16 juin 1993, invite les États Membres à y verser des contributions volontaires et prie le Secrétaire général de continuer à les solliciter à cette fin;

18. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée par emprunt sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

19. *Encourage* le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures supplémentaires pour assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel participant à la Force sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

20. *Demande* que soient apportées pour la Force des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

21. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée « Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ».